

La Suisse, «faille dans la sécurité de l'Europe»

ARMÉE Face à la dégradation de la situation sécuritaire et à l'«immobilisme» du monde politique, l'Association des sociétés militaires suisses tire la sonnette d'alarme. Entretien avec son président, Stefan Holenstein

PROPOS RECUEILLIS
PAR YAN PAUCHARD, BERNE

Le moral des milices et de l'armée est «au plus bas, désabusé et frustré». C'est le sentiment qui a prédominé lors de la dernière assemblée générale de l'Association des sociétés militaires suisses (ASM) qui s'est tenue le week-end dernier à Berne. A son terme, celle-ci a tiré la sonnette d'alarme dans un communiqué pour le moins virulent. La plus importante organisation de militaires de milice du pays, forte de plus de 200 000 membres, dénonce l'«immobilisme» du parlement et des partis politiques face à la montée des risques. Le point avec le président de l'ASM depuis 2021, le Zurichois Stefan Holenstein. Docteur en droit dans le civil, ce colonel d'état-major a également présidé la Société suisse des officiers entre 2016 et 2021.

Colère, incompréhension, déception... Vos mots sont forts contre la classe politique face à la situation sécuritaire du pays. Pourquoi cette prise de position? Parce que les faits sont clairs. Ce 24 février marque les 4 ans du retour de la guerre en Europe. En 2022, le parlement a réagi immédiatement en décidant d'augmenter progressivement les dépenses militaires vers 1% du PIB, d'ici à 2030 au plus tard. C'était un signal positif. Mais depuis, les choses n'ont pas avancé d'un pouce. Nous, pays riche, restons autour de 0,7%. En comparaison européenne, c'est très faible. L'Allemagne, par exemple, dépasse désormais les 2%, et plusieurs pays visent 3,5%, voire 5%. C'est la source de notre frustration. La Suisse est désormais une faille dans la sécurité de l'Europe, tandis que les sessions fédérales



«A Munich, nos partenaires nous ont fait comprendre que nous ne nous engageons pas assez»

se succèdent sans aboutir à une solution susceptible de rallier une majorité. Les formations du camp bourgeois ne parviennent pas à s'entendre, déjà en compétition pour les élections fédérales de 2027. Et que dire du Parti socialiste, dont le programme réclame toujours la suppression de l'armée?

Pourtant, dans cette période de rigueur financière, l'armée demeure l'un des rares secteurs dont le budget augmente. Le parlement a accordé 4 milliards supplémentaires. N'est-ce pas suffisant? La réalité, c'est que nous avons besoin de 60 milliards de francs d'ici à 2040 uniquement pour l'équipement et les munitions, sans parler de réarmement. Aujourd'hui, un tiers des systèmes militaires ne sont pas opérationnels. Sur quatre bataillons d'artillerie, un seul est

INTERVIEW



Service de garde à l'Ecole des officiers de la logistique 40, en novembre 2025 à Oberdiessbach (BE). (NORA TEYLOUNI/LE TEMPS)

pleinement prêt à l'engagement. Sur six bataillons de chars, deux seulement le sont. Sur 17 bataillons d'infanterie, six sont engageables. Ces chiffres sont connus depuis des années. L'ancien chef de l'armée, le commandant de corps Thomas Süssli, les a évoqués à plusieurs reprises. A ce rythme, nous ne serons toujours pas prêts en 2028. C'est la date à laquelle les services de renseignement, militaires et civils, estiment que la Russie aura la capacité de lancer une attaque sur un autre territoire européen. Nous devons pouvoir faire face, notamment à la menace de missiles balistiques ou de drones. Le danger, c'est que la Suisse, qui possède des infrastructures critiques pour l'ensemble de l'Europe (réseau électrique, centres de données ou transversales alpines) devienne une cible.

Le Conseil fédéral vient de proposer une hausse de la TVA de 0,8% pour financer l'armée. Les réactions sont négatives. Qu'en pensez-vous? Nous la soutenons. La réaction des organisations de milice a été de dire: «Enfin.» Enfin une proposition présentée collectivement par le Conseil fédéral, y compris la ministre des Finances. C'est en tout cas la première solution cohérente que l'on peut débattre. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une voie parfaite. Néanmoins, il faut maintenant la solidarité des partis bourgeois – et cela rapidement.

Cette solution va peser lourd sur le porte-monnaie des Suisses... C'est

vrai, cela représente 80 centimes par 100 francs. C'est un effort pour les citoyens. Mais c'est un investissement dans notre sécurité, donc dans notre avenir. Il faudra convaincre la population. Expliquer. C'est un travail politique difficile, mais indispensable. J'attends de nos politiciens davantage de courage. Car quelques propositions isolées ne suffiront pas à financer – je le répète – les 60 milliards de francs nécessaires.

Mais plusieurs projets d'acquisition d'armement ont viré au fiasco, sans parler des dysfonctionnements de l'entreprise d'armes publique Ruag. Cela ne renforce-t-il pas les réticences à octroyer davantage d'argent à l'armée? Les erreurs doivent être reconnues et corrigées. Les F-35 ont été mal négociés, la communication de l'affaire n'a pas été bonne. C'est vrai. Mais j'ai un problème à ne parler que des scandales, car cela occulte le fait que presque tous les projets avancent correctement. La transparence est essentielle pour maintenir la confiance du public. Convaincre la population passe aussi par là. C'est le rôle du Conseil fédéral, du parlement, mais aussi de nous, les associations. D'autres pays, comme la Suède ou les pays baltes, préparent activement leur population. La résilience y est devenue une notion centrale.

Vous évoquez le F-35. Au vu des surcoûts et de la politique aujourd'hui de Donald Trump, ne devrions-nous pas tirer la prise et

trouver une alternative européenne? Nous avons déjà payé une partie et les premières livraisons sont planifiées. Changer de modèle maintenant serait une grave erreur. On peut discuter du processus, mais le F-35 reste le «meilleur système» disponible sur le marché militaire. De nombreux pays en Europe utilisent cet appareil. Le F-35 est devenu quasiment un avion de combat européen. La Suisse fait partie de l'architecture de sécurité du continent. Nous devons y contribuer. Ça commence par l'acquisition de ces F-35, qui s'inscrit dans cette logique d'interopérabilité.

«Les F-35 ont été mal négociés, c'est vrai. Mais j'ai un problème à ne parler que des scandales»

Vous êtes donc favorable à une collaboration accrue avec les pays européens? Notre neutralité armée est importante est indispensable, mais l'indépendance suppose une capacité de défense crédible. Il n'est pas question d'adhérer à l'OTAN, ni à l'Union européenne, mais nous devons collaborer davantage avec nos voisins européens et montrer que la Suisse est prête

à participer à la sécurité collective. Lors de la récente conférence de Munich, nous avons senti la frustration chez nos partenaires qui nous ont fait comprendre que nous ne nous engageons pas assez. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, la question de la réexportation d'armes est également sensible. Un référendum a été déposé contre l'assouplissement de loi sur le matériel de guerre. Si la Suisse devait conserver une position rigide, cela signifierait la fin de notre industrie d'armement et de notre crédibilité. La Suisse n'a pas connu la guerre depuis deux siècles; cela nous a permis une certaine indépendance et une grande prospérité, mais cela ne doit pas nous conduire à l'aveuglement.

Avec l'avènement de la guerre hybride, ne faudrait-il pas toutefois privilégier les investissements dans le domaine cyber et le renseignement plutôt que les chars et l'artillerie? Il faut les deux. Bien sûr, nous ne sommes plus à l'époque de la Guerre froide, où la stratégie Armée 61 était centrée sur la défense des frontières. Mais le conflit en Ukraine démontre que la guerre moderne combine cyberattaques, drones, artillerie, blindés et défense aérienne. Investir uniquement dans le cyber serait une erreur. Les systèmes au sol restent indispensables. Les experts militaires estiment que les capacités conventionnelles demeureront centrales au moins jusqu'en 2050. ■

Les Etats de l'UE donnent leur feu vert aux accords avec Berne

EUROPE La signature des bilatérales III, un paquet d'accords destinés à renforcer les liens entre la Suisse et l'UE, doit avoir lieu en mars

ATS

Les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur feu vert hier à la signature d'un paquet d'accords avec Berne, aussi appelé «bilatérales III». La signature des accords doit avoir lieu en mars, selon le Conseil de l'UE. Le président de la Confédération Guy Parmelin a prévu de se rendre à Bruxelles le 2 mars, selon les titres du groupe CH Media, et une annonce officielle est prévue aujourd'hui, selon la Commission européenne.

Cette décision est une «étape logique dans le renforcement de nos relations de longue date», a déclaré Marilena Raouna, vice-ministre chypriote des Affaires européennes, dans un communiqué du Conseil. Les accords reflètent l'engagement à œuvrer pour une «Union plus forte et plus autonome» qui reste ouverte au monde.

A la suite du rejet par référendum de son adhésion à l'Espace économique européen en 1992, la Suisse s'est engagée sur la voie bilatérale, avec les accords bilatéraux I (1999) et II (2004). L'UE se dit prête à poursuivre la voie bilatérale, à condition toutefois que les mêmes règles s'appliquent à tous les acteurs de son marché intérieur. Cette condition

s'applique aussi à la Suisse pour les marchés auxquels elle participe – transport aérien et transports terrestres, libre circulation des personnes, obstacles techniques au commerce, agriculture – ou souhaite participer à l'avenir – notamment l'électricité et la sécurité des denrées alimentaires.

«La Suisse a sa place dans le marché intérieur»

En parallèle, le Conseil fédéral souhaite protéger les salaires, éviter une affiliation massive au système suisse de sécurité sociale, préserver les droits de la démocratie directe et sauvegarder la souveraineté de la Suisse. Il veut par ailleurs renforcer le rôle de la Suisse

en tant que pôle de recherche et d'innovation, avec les accords de coopération conclus dans le domaine de la recherche (Horizon Europe), de la formation (Erasmus+) et de la culture.

Les accords ont été négociés entre Berne et Bruxelles entre mars et décembre 2024, et approuvés par le Conseil fédéral en juin 2025. Les négociations ont abouti après plusieurs années de tensions, la Suisse ayant refusé de signer un accord-cadre en 2021. Une décision qui avait entraîné plusieurs blocages, notamment sur la participation suisse au programme Horizon Europe.

Plusieurs ministres européens ont souligné l'importance des accords en

amont de la séance. «La Suisse, située au cœur de l'Europe, a également sa place dans le marché intérieur», a déclaré le chargé aux Affaires européennes allemand Gunther Krichbaum.

Outre son feu vert pour une signature, le Conseil de l'UE a également approuvé la ratification de l'accord, a précisé une diplomate européenne à l'agence de presse Keystone-ATS. Cet accord de principe tient à condition que le contenu ne soit pas modifié.

L'accord doit encore passer par le Parlement européen avant la ratification. Sa Commission des affaires étrangères doit se pencher dessus aujourd'hui. Le paquet doit aussi passer par le parlement suisse. ■

LE TEMPS

CHF 4.70 / France € 4.70

MERCREDI 25 FÉVRIER 2026 / N° 8460

Portrait

Le Texan James Talarico, étoile montante démocrate qui brave Donald Trump ●●● PAGE 18



Vaud

Le Grand Conseil ne lancera pas d'investigations sur le bouclier fiscal ●●● PAGE 8

Science

Le «désapprentissage», ou comment rendre les IA folles et dangereuses ●●● PAGE 9

Cinéma

Maryam Touzani met sa mère et Tanger à l'honneur dans «Rue Málaga» ●●● PAGES 16, 17

Les militaires suisses en colère

ARMÉE «La Suisse est désormais une faille dans la sécurité de l'Europe»: quatre ans après l'invasion russe en Ukraine, Stefan Holenstein tire la sonnette d'alarme

■ Dans un entretien, le président de l'Association des sociétés militaires suisses dénonce «l'immobilisme» du parlement et des partis face à la montée des risques

■ Il déplore le plafonnement des dépenses à 0,7% du PIB. «Nous avons besoin de 60 milliards de francs d'ici à 2040, uniquement pour l'équipement», lance-t-il

■ Le colonel soutient donc le projet gouvernemental d'augmenter la TVA de 0,8% pour financer la défense: «C'est un investissement dans notre sécurité»

●●● PAGE 7

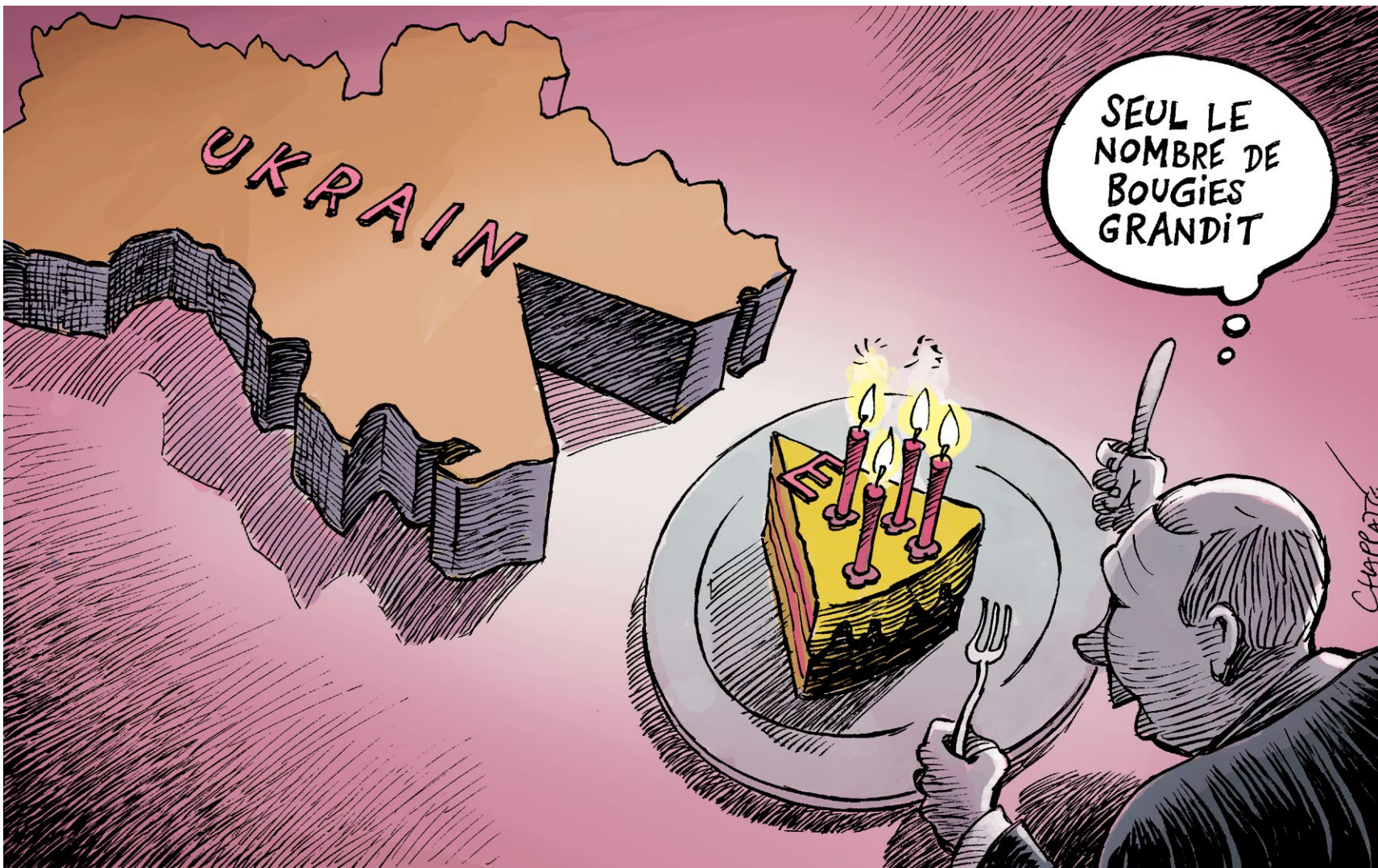
Eleveurs remontés face à l'interdiction du pacage en France

ESTIVAGE Depuis des siècles, des éleveurs vaudois et genevois traversent la frontière française avec leurs troupeaux de vaches pour la belle saison. Mais la Confédération a interdit cette pratique pour cette année à cause du risque de dermatose nodulaire contagieuse. Et ce, malgré le fait que les animaux concernés soient vaccinés. La branche s'insurge face à une décision jugée brutale, qui menace l'équilibre précaire des exploitations. ●●● PAGE 3

Micmac autour des JO d'hiver 2030 en France

SPORT Gel de financements publics, démissions dans le comité d'organisation et intérêts individuels de politiciens locaux compliquent l'organisation des prochains Jeux olympiques d'hiver, qui se dérouleront dans les Alpes françaises. Le CIO appelle à une accélération «significative» en 2026, alors qu'Emmanuel Macron exige une «mise en ordre» pour ce projet à 5,5 milliards d'euros. Edgar Grosperon, président contesté du comité d'organisation, pourrait être écarté. Mais aucune personnalité ne se détache pour lui succéder. ●●● PAGE 15

L'Ukraine résiste encore et toujours à l'invasion russe



GUERRE A l'occasion du 4e anniversaire de l'agression de l'Ukraine par Moscou, des dirigeants européens se sont rendus hier à Kiev pour afficher leur solidarité. Les pays alliés sont désormais quasiment les seuls à assurer une aide militaire et humanitaire à l'Ukraine.

●●● PAGE 4

ÉDITORIAL

Un contribuable, une déclaration. En 2026, l'imposition individuelle est une évidence

ROMAINE MORARD

Cette année-là, Elisabeth Kopp devient la première femme à entrer au Conseil fédéral, l'URSS boycotte les JO de Los Angeles et Jean-Jacques Goldman inonde les radios avec *Envole-moi*. Cette année-là, le Tribunal fédéral décrète qu'il y a une inégalité de traitement entre les couples mariés et non mariés face à l'impôt. Ça s'appelle «la pénalisation fiscale du mariage» et il serait bien de régler le problème, nous dit le TF. C'était en 1984.

Depuis... rien. Toutes les tentatives de réformer le système au parlement ont échoué. Quarante ans, sans la moindre solution. Jusqu'à l'initiative populaire des Femmes PLR, soutenue par la gauche, qui a abouti à grand renfort de compro-

mis à un contre-projet du Conseil fédéral. La proposition: marié ou pas, chacun remplit sa déclaration, en fonction de ce qu'il gagne. Finis les cumuls de revenus et la progressivité de l'impôt qui va avec. Une solution dont Le Centre, l'UDC et certains cantons n'ont pas voulu. Résultat: nous votons le 8 mars.

C'est une bonne chose que les Suisses se prononcent. Car il ne s'agit pas ici d'une affaire d'argent, mais bien d'une question de principe. Une question d'indépendance. Une question d'égalité. Actuellement, si vous êtes marié, vous payez davantage au fisc que si vous ne l'êtes pas. En plus, le second revenu – celui du conjoint qui gagne le moins – est pénalisé du fait de la progressivité de l'impôt. Et cela concerne le plus souvent les femmes. Exercer une activité professionnelle devient, pour beaucoup, à peine rentable. Ainsi désavantagées, elles sont dissuadées de travailler plus, de gagner plus. Or aujourd'hui, dans 70% des

couples mariés, les deux époux travaillent. Ce système, obsolète, est un frein inacceptable à l'indépendance financière. Un manque d'autonomie qui peut s'avérer délétère en cas de séparation.

Pour les opposants, l'imposition individuelle favoriserait un modèle qui pousse les deux conjoints à travailler. Essentiellement un modèle où madame ne reste pas au foyer. Ils estiment, à juste titre, que la fiscalité ne doit pas privilégier l'un ou l'autre des modes de vie. C'est justement pour cela que l'imposition individuelle est une évidence. Il faut dissocier le statut marital des impôts. Que vous soyez célibataire, marié ou divorcé, votre déclaration doit rester la même. Chaque personne est prise en compte en fonction de sa situation économique. C'est aussi simple que cela. L'imposition individuelle, ce n'est pas un cadeau fait aux femmes le 8 mars. C'est tout simplement le moment de respecter la Constitution. ●●● PAGES 2, 6

Répliques en cascade

AFFAIRE EPSTEIN

Au Royaume-Uni, le Labour voit sa réputation ternie par l'enquête sur les liens de Peter Mandelson avec l'ex-financier

■ En Suisse, la banque Edmond de Rothschild a offert un contrat à Jeffrey Epstein en 2015. Mais que savait-elle?

●●● PAGES 5, 11

LE TEMPS

Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès 14
Convois funèbres 14

Fonds 10
Bourses et changes 12
Toute la météo 9

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
Tél. 022 544 48 07

